

Une utopie au cœur

(Suite de la première page.)

Le Rojava est autonome de facto (2). Excepté les enclaves de Hassaké et de l'aéroport de Kamechliyé, sous l'autorité de Damas, la région est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui regroupent les combattantes et combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG en kurde), des Unités de protection des femmes (YPJ) ainsi que des contingents de milices arabes sunnites, yézidiés et chrétiennes (voir la carte page 15).

D'immenses drapeaux des YPG flottent sur les nombreux barrages de Kamechliyé, où la police du gouvernement autonome inspecte avec minutie les véhicules. Les attentats-suicides perpétrés par des djihadistes représentent une menace permanente. Tout le monde garde en mémoire celui du 27 juillet 2016, qui a fait quarante-quatre morts et cent quarante blessés. L'obscurité des rues contraste avec les illuminations de Nusaybin et Mardin, deux villes situées par-delà la frontière turque. Dans une région qui regorge de ressources, la question de l'énergie illustre les défis du nouveau pouvoir. À Rumeilan, à cent kilomètres de Kamechliyé, sur la route de l'Irak, de longues files d'attente se forment devant les stations-service. Avant le début de la guerre, en 2011, cette région fournissait 380 000 barils de brut par jour, le tiers de la production du pays. Avec les combats, l'extraction a chuté de 70 %, et l'essence manque cruellement. Faute de raffineries, le gouvernement autonome se voit contraint de vendre une partie du pétrole brut à l'administration syrienne, qui lui livre ensuite le carburant au prix fort : 80 centimes d'euro le litre.

Répartir le pouvoir entre les régions

Une multitude de petites raffineries artisanales locales commercialisent par ailleurs une essence à 20 centimes d'euro le litre, mais leur impact sur l'environnement devient préoccupant. Les fumées noircissent le paysage; les maladies de peau et les problèmes respiratoires se multiplient. « Nous n'avons pas d'autre solution pour le moment », admet M^{me} Samer Hussein, directrice adjointe de la commission de l'énergie – dont le siège est à Rumeilan. Dès que nous le pourrions, nous construirons des raffineries modernes et nous nettoierons la région. Et, bien sûr, nous embaucherons tous ces travailleurs dans les nouvelles usines. »

Dans d'autres régions du Rojava, comme Manbidj, l'interdiction des raffineries artisanales a déplié à une partie de la population, déjà rationnée en électricité malgré la prise des trois principaux barrages sur l'Euphrate par les FDS. Selon les accords internationaux, la Turquie, qui domestique le fleuve en amont, doit garantir le passage de six cents mètres cubes d'eau par seconde. « Quand ces barrages étaient sous le contrôle de l'OEI, la Turquie laissait couler un volume supérieur », affirme M. Ziad Rustem, ingénieur et directeur adjoint de la commission de l'énergie du canton de Cezire. Mais, lorsque les Forces démocratiques syriennes les ont libérés, elle a commencé à diminuer le volume d'eau. Aujourd'hui, le débit est inférieur à deux cents mètres cubes par seconde. »

Journaliste de la chaîne kurde Ronahi TV à Kamechliyé, Sherwan Youssef témoigne du mécontentement populaire : « Quelques centaines de personnes ont manifesté à Kamechliyé. Elles blâment le gouvernement autonome, mais pas la Turquie. Je trouve ces manifestations tout de même justifiées. La guerre ne peut pas toujours être une excuse pour le manque de services fournis. » Si la protection de l'environnement figure en bonne place dans le Contrat social, d'autres interlocuteurs insistent sur le contexte qui empêche la construction de raffineries, la modernisation des barrages ou le développement des énergies renouvelables : la Turquie impose un blocus de la région, tout comme ses alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PKK), qui tiennent le nord de l'Irak et voient d'un mauvais œil les succès du PKK et du PYD (3).

Les besoins urgents et les combats n'ont pas empêché la mise en place du projet institutionnel de confédéralisme démocratique, fondé sur le principe d'autogouvernement local. Les communes sont regroupées en trois cantons – Cezire, Kobané et Afrin –, qui disposent chacun d'une assemblée législative et d'un gouvernement cantonal. Un Conseil démocratique syrien doit à terme coiffer les trois cantons, qui coordonnent déjà leurs politiques. Les premières élections ont eu lieu en mars 2015, et d'autres sont prévues pour la fin de l'année, tandis que les assemblées législatives doivent être élues début 2018.

Les premiers scrutins ont été boycottés par les Kurdes syriens proches du PKK, comme M^{me} Narin Matini, membre de la direction du Mouvement de



JONAS STAAL. – Les artistes Ahmed Shamdin (à g.) et Abdullah Abdul (à dr.) peignent les toiles qui formeront le toit du Parlement à Derik, dans la région autonome du Rojava (2015)

l'avenir kurde et du Conseil national kurde (CNK), dirigé par M. Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Elle accueille les journalistes dans sa maison du quartier populaire de Kamechliyé : « Notre projet est un projet national kurde, un Kurdistan indépendant, dit-elle. Nous n'adhérons pas à celui d'une Fédération démocratique de Syrie du Nord. Les autorités ont fermé nos bureaux et ont arrêté puis relâché nos dirigeants. Le gouvernement autonome nous dit qu'il faut nous enregistrer pour avoir l'autorisation de fonctionner. Mais cela signifierait que nous le cautionnons. »

L'Assemblée législative de Cezire siège à Amoudé, à une vingtaine de kilomètres de Kamechliyé. Le bâtiment qui l'abrite est très protégé, accessible uniquement à pied après fouille et vérification d'identité. Avec cent membres, dont la moitié de femmes, cette instance réunit les représentants des partis politiques qui ont signé le Contrat social. Figurent aussi les représentants d'associations de la société civile, qui envoient deux membres, obligatoirement une femme et un homme. Ils sont proposés par leur communauté ou association, et validés par l'Assemblée législative. En outre, une dizaine d'organisations politiques kurdes ou arabes ont reçu l'autorisation et des moyens pour fonctionner sans pour autant siéger.

La fondation d'un État-nation kurde ne fait pas partie des objectifs fixés par M. Öcalan, qui présente son mouvement comme antinationaliste : « Il vise à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes », écrit-il de sa prison (4). « Nous ne voulons pas être séparés des autres territoires syriens », précise M^{me} Siham Queryo, coprésidente du comité des affaires étrangères du gouvernement autonome du canton de Cezire. Les Kurdes, les Arabes et les Syriens sont tombés d'accord en 2013 pour établir un gouvernement autonome. Membre de la communauté chrétienne, qui englobe principalement les Syriens, les Assyriens et les Chaldéens, elle rappelle au passage que la liberté de culte est garantie et qu'il n'y a pas de religion d'État.

Aux yeux de la Coalition nationale syrienne, censée fédérer l'opposition mais proche des Frères musulmans, le PYD et ses groupes militaires sont toujours des « organisations terroristes (5) » associées au PKK. De nombreuses personnalités de l'opposition syrienne l'accusent de faire le jeu du régime, qu'il ne combat pas sur le terrain (lire l'encadré page 15). Mais d'autres ont changé de point de vue, à l'instar de M. Bassam Ishak, ancien directeur exécutif d'une organisation de défense des droits humains originaire de Hassaké. Il a d'abord rejoint le Conseil national syrien (CNS), partie prenante de la Coalition, qui siégeait à Istanbul, avant de gagner le Rojava : « Quand la révolution est passée des

manifestations pacifiques à l'insurrection armée, il est devenu évident que le CNS avait un projet différent du mien. Cette opposition veut chasser Al-Assad et avoir le monopole du pouvoir. J'avais donc le choix entre le projet d'État religieux du Conseil national syrien, celui d'une Syrie arabe nationaliste et celui d'un État pluraliste. La meilleure façon d'éviter que nous ayons de nouveau un dictateur à Damas, c'est de répartir le pouvoir entre les régions. »

Allégations de recrutements forcés

À toutes nos haltes, de nombreux Kurdes dénoncent les accusations de collusion du Rojava avec Damas et reviennent sans cesse sur ce qu'ils considèrent comme les erreurs stratégiques de l'opposition. Enseignant, M. Muslim Nabo a étudié à l'université de Lattaquié. Ses amis et lui publiaient secrètement un magazine en kurde. Arrêtés en 2007 et transférés à Damas, ils ont été entassés dans une cellule minuscule et battus pendant trois mois. « Certains disent que nous soutenons le régime d'Al-Assad. C'est un mensonge », affirme-t-il. Il a été relâché au bout d'un an et une semaine, le maximum pour une détention administrative sans procès. « Nous avons beaucoup souffert de ce régime, qui a torturé et tué certains de nos chefs politiques. En revanche, les partis kurdes ne voulaient pas d'une révolution militarisée qui dépende de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Le soutien de ces pays aux groupes djihadistes a été catastrophique pour la révolution syrienne. »

Quant à l'aide américaine, « c'est un soutien militaire et pas politique ni économique », affirme le commandant Nasrin Abdallah. Un accord « temporaire, transparent et tactique », selon plusieurs responsables kurdes que nous avons rencontrés.

En 2014 puis en 2015, deux rapports internationaux ont jeté le trouble sur la politique réelle du PYD dans les zones reprises à l'OEI, notamment à Tell Abyad : « En détruisant délibérément les habitations de civils, dans certains cas en rasant et en incendiant des villages entiers, en déplaçant leurs habitants sans aucune justification militaire, l'administration autonome abuse de son autorité et bafoue de manière éhontée le droit international humanitaire, dans le cadre d'attentats constituant des crimes de guerre », déclarait M^{me} Lama Fakih, conseillère pour les situations de crise à Amnesty International, en octobre 2015 (6). Un an plus tôt, un rapport de Human Rights Watch relatait des faits proches (7).

On ne peut pas parler de nettoyage ethnique des Arabes, se défend M^{me} Queryo : « Quand les batailles étaient imminentes, les YPG demandaient aux populations de quitter leurs maisons le temps des combats. J'ai moi-même visité après les batailles beaucoup

de villages libérés autour de Tell Abyad ou de Rakka. Les gens m'ont tout expliqué que cela s'était passé ainsi. Au bout de quinze jours, ils sont rentrés chez eux. » Le rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, publié en mars 2017, contredit les allégations de nettoyage ethnique : « La commission n'a trouvé aucune preuve étayant les accusations selon lesquelles les forces YPG ou FDS aient jamais ciblé les communautés arabes sur des bases ethniques, ni que les autorités cantonales YPG aient cherché systématiquement à modifier la composition démographique des territoires sous leur contrôle en visant un quelconque groupe ethnique (8). » Tout en notant que les bombes dissimulées par l'OEI justifiaient les déplacements, le Conseil critique le manque d'aide humanitaire « adéquate » apportée aux communautés déplacées et des « recrutements forcés » des YPG pour le service militaire.

Nous quittons Amoudé pour Kobané, dans l'ouest du Rojava. La route longe un mur interminable de cinq cents kilomètres, construit par la Turquie en empiétant sur le territoire syrien. Cet ouvrage en béton hérissé de barbelés renforce le sentiment d'isolement de ces terres qui ont toujours été le grenier à blé du pays. En ce début juillet, les immenses champs de céréales sont déjà moissonnés et les troupeaux de moutons y cherchent leur pitance. Les collines sont couvertes de jeunes oliviers bien alignés – une culture récente dans la région. Les ouvriers agricoles, souvent très jeunes, arrivent tôt pour finir le travail avant les grosses chaleurs. Près de Tell Abyad, la route passe au-dessus d'une rivière à fort débit. Ce n'était qu'un filet d'eau il y a peu, mais, en retenant l'eau de l'Euphrate, la Turquie dérive les précipitations vers des rivières secondaires, ce qui profite à l'irrigation...

À l'entrée de Kobané, les photos de « martyrs », dont beaucoup de femmes, jalonnent le terre-plein central. Le portrait de M. Öcalan est lui aussi omniprésent. En grande partie détruite il y a encore deux ans, la ville bouillonne d'énergie et d'activité. Les grues et les immeubles en construction voisinent avec les pâtes de maisons détruites par les missiles

(2) Le texte fondamental est disponible en français sur le site de la représentation du Rojava en France, www.rojavafrance.fr

(3) Lire Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(4) Abdullah Öcalan, « Le confédéralisme démocratique », dans Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (sous la dir. de), *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Critica-Syllepse, Bruxelles-Paris, 2017.

(5) Communiqué du 31 juillet 2017.

(6) « Forced displacement and demolitions in northern Syria », Amnesty International, Londres, 13 octobre 2015.

(7) « Syria : Abuses in Kurdish-run enclaves », Human Rights Watch, New York, 18 juin 2014.

(8) « Human rights abuses and international humanitarian law violations in the Syrian Arab Republic, 21 July 2016 - 28 February 2017 », Conseil des droits de l'homme des Nations unies, commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Genève, 10 mars 2017.

JAVA À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

ur du chaos syrien



des femmes ne trouve pas de solution, le conflit est transféré à la cour de justice.»

On retrouve là l'application directe de principes inspirés du communalisme de Murray Bookchin. « Ici, chaque rue, chaque quartier peut créer une commune, confirme M. Ibrahim Moussa, habitant de Kobané. C'est comme un gouvernement de base, élu par les habitants et révocable. L'année dernière, 2300 communes ont été enregistrées dans le canton de Kobané. Elles ont pu traiter 9700 plaintes, et seulement 500 ont dû aller en justice. Autre exemple : les habitants vérifient que la loi antimonopole est bien respectée dans chaque quartier, afin que les commerçants ne profitent pas de l'embargo pour augmenter les prix. »

La situation à Kobané illustre aussi les défis posés par la cohabitation de plusieurs communautés unies pour combattre l'OEI, mais pas forcément d'accord sur le reste. Sous le régime de M. Al-Assad, l'éducation se faisait uniquement en arabe. Non sans difficulté, une réforme du système scolaire a permis de mettre à égalité les trois langues officielles, syriaque, arabe et kurde, comme l'explique M. Dildar Kobani, membre de la direction de l'éducation de ce canton : « Certains nous accusent de "kurdisation" : c'est absurde. La moitié de nos vingt mille enseignants sont arabes. À Kobané, la plus grande partie de l'administration est kurde, comme la population. Mais, à Tell Abyad, une région mixte, l'administration est moitié kurde, moitié arabe. »

De jeunes miliciennes yézidies partent au front

Notre avant-dernière étape est Manbij, ville libérée en août 2016 de la férule de l'OEI par les FDS, au terme d'une violente bataille qui a vu celles-ci se battre aussi contre les troupes turques et une partie de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans le souk, la diversité culturelle saute aux yeux. Des femmes couvertes du voile intégral font leurs courses à côté de femmes tête nue. Des Arabes vendent des fruits à côté de bouchers kurdes et de boulangers circassiens. Ahmed, un Turkmène, prépare des pizzas et baliaie l'idée d'une intervention turque. « Nous vivons ici ensemble, comme des frères. La relation entre les communautés turkmène, kurde, arabe, tchétchène est très bonne. Il y a même des mariages mixtes. Alors qu'est-ce que la Turquie viendrait faire ici ? »

M^{me} Abeer Al-Aboud, qui porte le voile, appartient à la grande tribu arabe des Beni Sultan. Son nom est cité pour un siège au gouvernement civil de Manbij, et elle aussi s'empare contre les ambitions prêtées à la Turquie : « Nous contestons radicalement les allégations turques selon lesquelles les Kurdes domineraient les citoyens arabes, turkmènes, tchétchènes ou tcherkesses. Les cinq communautés sont représentées dans le grand conseil, et les Arabes sont majoritaires dans tous les autres. La Turquie essaie de salir notre réputation. Si elle veut se battre contre les Kurdes sous ce prétexte, nous, les Arabes, ferons corps avec eux pour défendre notre mosaïque de peuples. »

Non loin du marché, nous rencontrons M. Ali Hatem, un Arabe qui a travaillé toute sa vie comme chauffeur dans la construction. Maintenant, il vend des cigarettes, ce qui était possible de mort sous la coupe de l'OEI. « Quand l'Armée syrienne libre et le

Une force devenue indispensable

Si l'intervention russe a été décisive dans le renversement du cours de la guerre civile à partir de septembre 2015, les troupes kurdes et leurs alliés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) jouent un rôle majeur dans le repli de l'Organisation de l'État islamique (OEI). L'annonce, début juillet, de l'arrêt de l'aide américaine aux milices de l'opposition consacre une réalité de plus en plus prégnante : les bombardements occidentaux ne peuvent être efficaces qu'avec un relais au sol, que seules les FDS peuvent assurer.

Fort de l'appui aérien russe et de l'aide des milices étrangères (Hezbollah libanais, brigades iraniennes et irakiennes, etc.), le régime syrien a réussi à consolider le contrôle de la frange occidentale de la Syrie, celle où se trouve la majeure partie de la population. L'opposition syrienne a perdu la plupart de ses bastions urbains, à l'exception d'Idlib, où l'ex-Front Al-Nosra, renommé Hayat Tahrir Al-Cham, dispute l'hégémonie de la province à un autre groupe salafite, Ahrar Al-Cham, avec, entre les deux, des lambeaux marginalisés de ce qu'il reste de l'Armée syrienne libre (ASL).

À partir de leurs réduits du Nord et de l'Ouest, les Unités de protection du peuple (YPG en kurde), fondées dans les FDS, ont de leur côté repris progressivement une bonne partie de la rive droite de l'Euphrate. À l'exception d'un bref épisode (victorieux) à Hassaké, elles n'affrontent pas les forces du régime, mais jouent leur propre carte. Redoutant l'établissement d'un Kurdistan syrien durable par la jonction entre le canton d'Afrin et les deux cantons de l'Est, la Turquie est à son tour directement entrée en scène en août 2016, en renfort aux troupes de l'ASL, sous le prétexte de participer à la bataille de Rakka. Mais l'armée turque a mis plus de trois mois à reprendre une seule petite ville tenue par l'OEI, Al-Bab. Après la chute de l'est d'Alep, cela a laissé le temps aux troupes fidèles au président Bachar Al-Assad de couper la route du sud et de mettre fin aux prétentions turques de jouer les premiers rôles.

Absents des pourparlers d'Astana et de Genève, les Kurdes syriens ont su nouer des contacts avec les grandes puissances, notamment à travers l'ouverture de représentations du Rojava dans plusieurs capitales, dont Paris, Berlin, Washington et Moscou. Tout en ménageant Ankara, la Russie protège indirectement le statu quo pour le canton d'Afrin et laisse passer des combattants. Au grand dam des Turcs, les Occidentaux soutiennent de plus en plus ouvertement les FDS, non seulement par un appui aérien, mais aussi par l'envoi d'un arsenal sophistiqué et de forces spéciales – principalement américaines, mais aussi françaises et britanniques. Si la mosaïque des adversaires en présence s'est simplifiée depuis deux ans aux dépens de l'opposition armée et des djihadistes, la question de l'intégration de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord dans une solution durable pour le pays reste entière.

M. C. ET C. D. H.

Front Al-Nosra sont venus ici, la situation est devenue très mauvaise. Ils intervenaient dans tous les aspects de la vie. En plus, ils nous volaient et se battaient entre eux. Avec l'OEI, c'était encore pire. On avait peur de parler, on pensait que les murs avaient des oreilles. Aujourd'hui, si nous avons un problème, nous avons un conseil de quartier.»

Les autorités locales doivent aussi composer avec le poids d'un passé récent dramatique et la nécessité d'empêcher de nouvelles haines. Membre du Conseil pour la réconciliation et l'intégration, M^{me} Abeer Mahmoud est sans nouvelles depuis trois ans de son mari, arrêté par l'OEI. Elle insiste pourtant sur les efforts à mener en matière de conciliation. « Quand Manbij a été libérée, beaucoup de gens sont venus voir les FDS pour dénoncer les collaborateurs. Ces derniers ont été arrêtés par le conseil militaire pour empêcher qu'il y ait des vengeances sans procès. À la suite de notre travail de conciliation, 250 hommes qui n'avaient pas de sang sur les mains ont été libérés. La peine de mort n'existe pas ici. » Des djihadistes soupçonnés ou condamnés pour des crimes de sang sont détenus dans des prisons qui respecteraient la Convention de Genève, signée par les YPG.

Sur la route de Rakka, nous faisons halte à Ayn-Issa, le quartier général militaire des FDS. Un milicien est en train de peindre au pochoir sur un mur « Forces démocratiques syriennes » en arabe, en kurde et en syriaque. Le gouvernement autonome impose un service militaire de neuf mois. Mais, au front, l'immense majorité des combattants sont des volontaires, dont quelques étrangers, comme Robert Grodt, ancien militant d'Occuppy Wall Street, mort le 6 juillet lors de l'entrée des YPG dans les faubourgs de Rakka. Des convois militaires de blindés légers américains circulent sur les petites routes du secteur. Après deux

heures de route, à travers un paysage parsemé de bâtiments détruits et de voitures calcinées, la ville surgit. Les tireurs d'élite et les attentats djihadistes ralentissent la progression des FDS. À l'entrée de la ville, un poste de secours de fortune, installé dans un ancien garage, permet de soigner les blessés légers. Un peu plus loin, dans un autre immeuble, un groupe de jeunes miliciennes yézidies, une minorité religieuse kurde d'Irak, se prépare à partir au front. L'une d'elles affirme vouloir venger toutes les femmes victimes de l'OEI. « Peu m'importe si les femmes détenues sont yézidies, arabes ou turkmènes ; nous sommes venues ici pour les libérer. Après, nous rentrerons chez nous, parce que nous ne sommes pas une force d'occupation. »

De la terrasse de l'immeuble où les combattants viennent se restaurer et se reposer, la vue sur cette agglomération qui comptait autrefois 200 000 habitants est impressionnante. Entre les maisons détruites et celles qui sont encore debout, les rues sont vides. Tous les habitants du quartier ont été évacués par précaution ; on entend des tirs sporadiques et quelques explosions. À l'étage du dessous, des combattants partagent un grand plat de riz, de légumes et de poulet. Les insignes de leurs uniformes sont différents. Les uns sont arabes, les autres kurdes ou yézidies, mais tous écoutent attentivement les échanges par radio entre un membre du groupe et l'état-major des FDS, qui leur transmet les instructions. Leur pause est de courte durée. L'OEI résiste et, même si sa défaite est annoncée comme inéluctable, d'autres combats restent à mener pour que le nom du Rojava ou de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord figure un jour sur les cartes.

MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND.

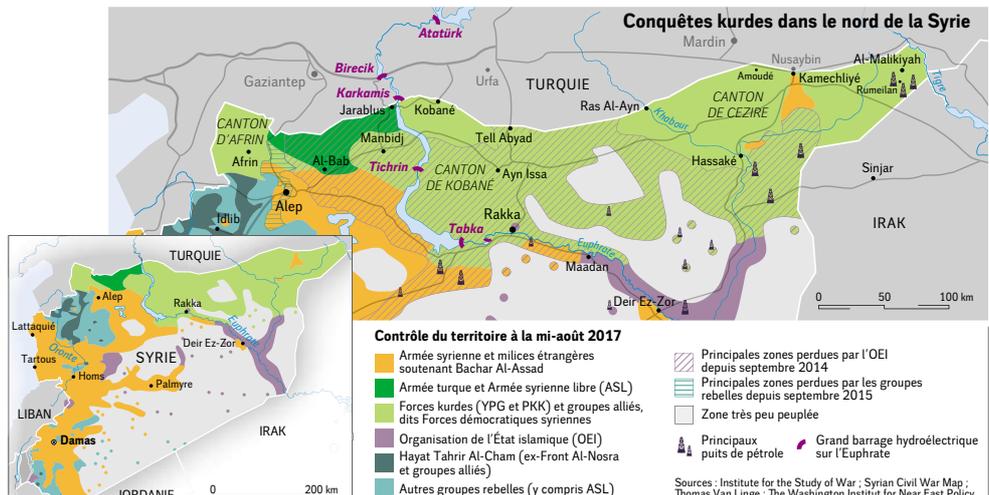
et les obus. « Nous voulons reconstruire le plus vite possible pour que les gens reviennent », confie M^{me} Hawzin Azeez, qui travaille dans une association d'aménagement urbain. Selon elle, l'aide humanitaire n'est pas à la hauteur des attentes ni des promesses : « La reconstruction se fait surtout avec nos propres forces. »

La bataille de Kobané, qui s'est déroulée entre septembre 2014 et janvier 2015, a marqué un tournant décisif dans la lutte contre l'OEI. Après la prise de Mossoul en Irak et de Rakka en Syrie, l'expansion du « califat » a enregistré ici son premier coup d'arrêt. Cette bataille a également permis au monde de découvrir une autre place pour les femmes au Proche-Orient. Kongra Star est le nom donné à la maison des femmes de la ville. Dans une petite rue tranquille, ce vaste édifice accueille notamment celles qui viennent porter plainte pour violences conjugales. Une grande salle de réunion donne sur le jardin, avec au mur la reproduction d'un tableau peint par un artiste de Gaza : une jeune femme surgissant des ruines, symbole de l'avenir et de l'espoir. De part et d'autre de cette image, les murs sont couverts de portraits de femmes tuées pendant la bataille de Kobané. L'autre partie de la maison, dotée d'une entrée indépendante et discrète, permet de recevoir les femmes en détresse.

Nos interlocutrices insistent sur l'égalité entre les sexes comme pilier central du Contrat social du Rojava. « Selon les nouvelles lois votées par le gouvernement autonome, un fils et une fille héritent à égalité de parts, alors que la loi islamique ne prévoit qu'une demi-part pour elle, explique à titre d'exemple M^{me} Sara Al-Khali, l'une des responsables de Kongra Star. Il n'est pas évident d'appliquer ces nouvelles dispositions dans une société traditionnelle. Mais, peu à peu, les gens commencent à l'accepter. » Le gouvernement autonome interdit aussi la polygamie, même s'il existe une exception à la règle. La « pénurie de jeunes hommes » pousse certaines femmes à vouloir épouser des hommes déjà mariés, raconte M^{me} Azeez : « Si toutes les parties concernées sont consentantes, le juge peut accorder exceptionnellement ce droit. »

Trois langues sur un pied d'égalité

« Dans cette région, il y a une coutume terrible : la vengeance, nous explique aussi M^{me} Al-Khali, fière de participer à l'éradication des « crimes d'honneur ». Si quelqu'un tue mon frère, ma famille doit se venger en tuant un membre de l'autre famille. Kongra Star a formé un comité pour obtenir une réconciliation par l'intermédiaire de représentants des deux familles afin d'éviter la vendetta. Lorsqu'un problème apparaît dans une commune de quartier, un comité de femmes intervient pour tenter de le résoudre. Quand elles n'y arrivent pas, elles viennent ici. Si la maison



CÉCILE MARIN